

Reçu le  
07 JAN. 2013

N° 0289 - 2013.01.22 - Colette Labaprie

Contribution au 36<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste des 7-8-9 et 10 février 2013

Colette Colette Labaprie  
LIVERNON

Marx aurait-il été mal lu ?

D'aucuns pensent que Marx a été mal lu... Ce qui hier, n'était qu'une immaturité intellectuelle, la crise s'intensifiant, est devenu une faute. Cette cécité intellectuelle imposée, organisée, maintenue par l'école bourgeoise, ne se lève pas sans effort personnel, sans une volonté acharnée de sortir du piège tendu par l'idéologie bourgeoise. Vos discours, vos appels à la mobilisation qui ne répondent pas aux questions qui se posent dans l'immédiat, aux hommes et aux femmes d'aujourd'hui : comprendre le déroulement des événements actuels, ouvrir des perspectives, se perdent dans le brouhaha de la publicité mensongère et les discours intéressés des possédants.

Les retraités et les salariés, ayant des revenus, encore suffisants, sont bien décidés à attendre que les autres bougent, c'est-à-dire ceux qui sont menacés dans leur quotidien, à travers leurs enfants. Ceux qui ne savent pas qu'une autre politique est possible, une politique qui devra être imposée par la volonté populaire, par son refus de l'austérité organisée au milieu de l'abondance.

. Les philosophes de service, restent avec délectation les otages du système. Ils obéissent à la visée capitaliste en tentant de nous culpabiliser, de nous rendre responsables de notre incurie, courbés que nous sommes sur notre tâche, qui ne laisse aucune place à l'étude, la recherche...

Les intellectuels marxistes, interdits d'antenne n'ont aucune chance d'être entendus et de nous aider à comprendre l'évolution de la crise et l'arnaque de la dette, destinée à mettre les travailleurs à la merci du grand patronat et des banquiers. Toute l'agitation que soulève l'austérité programmée, sans l'éclairage marxiste conduit au désordre, sans ouvrir la moindre perspective.

Nos intellectuels sont-ils responsables du retard qui a été pris dans la dénonciation de l'évolution de la société capitaliste ? S'ils ne sont pas entendus, c'est qu'ils ne sont pas audibles. Les nouvelles adhésions après tant d'abandons ne sont pas le signe d'idées nouvelles, mais d'une nouvelle perception de la crise et de l'attente de réponses qu'appelle la nouvelle étape des manœuvres droitières, donnant des ailes aux ambitions de la riche héritière.

Nous n'adhérons pas au PCF parce que nous sommes porteurs d'idées nouvelles à transmettre, mais parce que nous attendons des réponses aux questions nouvelles qui se posent à nous, auxquelles nul ne souhaite répondre. Et encore moins les églises, dont la « charité » qui prétend « hypocritement » venir en aide aux malheureux, n'a pour but que de protéger les « puissants » de leur éventuelle révolte. La charité, c'est pour ceux qui acceptent la misère des autres, la solidarité, c'est pour ceux qui la partagent, elle appelle d'autres organisations que celles d'aujourd'hui.

Les nouvelles énergies, l'enthousiasme qu'apportent ces adhésions doivent être formés, organisés, armés idéologiquement et théoriquement, guidés dans leur lutte pour la reconquête de nos institutions passées aux mains de nos ennemis. C'est d'ailleurs ce que chaque militant communiste attend. N'allez pas nous décevoir encore une fois.

Les militants n'ont pas répondu à la question, « A quoi sert le Parti Communiste Français ? Ils ont émis quelques souhaits tout à fait légitimes, sans plus. « La maîtrise de la finance » c'est lui fermer l'accès à nos institutions, que la social-démocratie lui ouvre toutes grandes dans tous les pays où elle est au pouvoir. Il y a des leçons à tirer de l'actualité des pays victimes de sa constante trahison. C'est le combat des communistes de défendre ces institutions, et les remettre au service des hommes. L'heure est arrivée d'orienter la protestation, la révolte des travailleurs vers de nouvelles voies démocratiques

Les choses ne sont pas encore très claires et les débats soulevés par les différentes bases de discussion du 36<sup>e</sup> Congrès ne sont pas le signe d'une saine approche des combats à mener. Pour rassembler il faut un objectif, des objectifs qui ne sont pas encore bien définis. « Le Parti Communiste sert à former les travailleurs et à les mobiliser pour défendre leurs droits. A les étendre. » En a-t-il perdu le pouvoir ? La perpétuelle menace qui pèse sur le poumon de notre organisation : la cellule, est une hérésie. La gauche n'est pas prête à sortir du coma.

Je voudrais revenir sur le débat qui s'est ouvert dans vos pages, sur la « Conscience de Classe », en réponse au cri désespéré que lançait Roger Vailland, en 1964, « Je ne veux pas croire que plus jamais il ne se passera rien. » De mémoire d'homme, dit-il, le peuple français (et pas seulement lui) n'a jamais été aussi profondément dépolitisé ».

Ce débat fait l'impasse sur son contraire la « Collaboration de Classe », qui aurait clarifié la discussion. Dénoncer les clivages qui se sont produits entre les travailleurs d'une même origine, d'un même niveau social, d'une même famille... Pourquoi les uns optent-ils pour le combat de classe et les autres restent-ils prisonniers de l'idéologie bourgeoise ?

Enfants de l'école bourgeoise, ils n'ont pas flairé le piège de classe qu'elle tisse autour de nous. Elle ne nous a pas appris à apprendre, mais seulement donné quelques règles, quelques techniques, afin de rentabiliser notre force de travail. L'école bourgeoise nous exclut par deux fois : par les richesses qu'elle tait et par les grandes écoles qui nous mettent la muselière. Oh ! ils sont fiers les promus des grandes écoles, d'avoir côtoyé la fine fleur de la bourgeoisie, même s'ils ont essuyé de sa part, bien des avanies. Ils seront les meilleurs défenseurs de ses intérêts. C'est cela la « Collaboration de Classe ». Ce sont eux les véritables destructeurs de la démocratie, par le mensonge et l'arbitraire : travailleurs de la fonction publique, de la santé, de la recherche, de l'art, de la littérature, du journalisme, des médias, qui à longueur de pages et d'antenne cherchent à détourner notre attention des vrais problèmes, des vrais responsables de ce recul de civilisation.



Professer des idées de gauche sans s'engager est une trahison. On les connaît, ces grands cœurs, ( le cœur à gauche et le portefeuille à droite), tare de la social-démocratie, qui capte le vote des travailleurs par un discours de progrès et de justice, pour revenir à ses vieux démons de la collaboration de classe. Comment alerter les électeurs déçus par la gauche, dénoncer les faux amis derrière les discours démagogiques du centre et du Front National. Les déçus du socialisme utilisent ce vote, sans en mesurer les conséquences.

Il y a ceux qui sont amenés à ne plus croire en le progrès de l'homme, ceux qui nient les avancées fulgurantes du passé, ils sont victimes de la banalisation de ces idées rétrogrades par les grands stratèges de la collaboration de classe.

Nos théoriciens ont perdu beaucoup de temps à affûter leurs concepts, et négligé la formation des hommes. Face à la férocité avec laquelle le système capitaliste impose sa loi, le militantisme est le signe d'une volonté de comprendre et d'agir, à laquelle nos responsables ne savent pas répondre.

Les communistes sont muets sur ce qu'il convient de faire pour mettre un terme à cette gabegie. Sans doute est-il important de mobiliser massivement les victimes, encore faut-il leur apporter une vue claire de ce qui est « possible » et « souhaitable », donner les armes nécessaires pour mettre un terme au saccage du monde du travail, de notre industrie, de notre économie, à la casse des hommes. Découvrir d'autres perspectives que celles que nous proposent le grand patronat et les banquiers : l'austérité à perpétuité. Allo, s-nous rester prisonniers de ceux qui ne détiennent leur pouvoir que de notre impéritie, de notre paresse intellectuelle. N'attendons pas tout des autres... Le système capitaliste à la recherche du profit, ravage la planète et dépossède les hommes de leurs talents et de leur avenir.

Nous possédons les connaissances et les savoir-faire qui nous permettront de produire sans nous mettre sous le joug des banques : ré-industrialiser notre pays, supprimer toutes les barrières mises à la créativité des hommes, produire des biens de consommation, créer des emplois au service des hommes et non au service de la finance. Nationaliser, sans indemnisation, les entreprises nécessaires au développement de notre société. au progrès de l'homme. Faisons en sorte que les milliards qu'ils ont engrangés, ne puissent jamais plus nous asservir. Mais la nationalisation appelle de la part des travailleurs du courage, de l'opiniâtreté pour assumer leurs nouvelles responsabilités. Les compétences existent, elles devront s'orienter vers le social et le progrès et non plus à la recherche du profit à court terme, opposée à l'épanouissement de l'être humain ...

« Le pacte de gouvernement constitue donc un triple ralliement aux dogmes libéraux, qui sont autant de mensonges : les salaires et les cotisations sociales, l'envolée des dépenses publiques comme cause des déficits, et la TVA sociale comme le meilleur moyen de financer les cadeaux fiscaux offerts au patronat. » Thomas Coutrot, économiste, coprésident d'ATTAC France.

La capitulation de F. Hollande : ratification du traité, pacte national pour la croissance, la compétitivité décalqué du rapport Gallois, rabaisse sa politique au niveau de celle de Sarkozy. Alors que l'impôt sur les bénéfices n'ont cessé de baisser, le gouvernement leur accorde 20 milliards supplémentaires, sans aucune contrepartie. Ces milliards seront pris sur la consommation populaire, s'ajoutant aux 10 milliards d'euros de réduction de dépenses publiques, bien que cette politique d'austérité soit vouée à l'échec.

Les exemples ne manquent pas de ces détournements de fonds, qui plongent les pays dans la récession et la misère. Les travailleurs français de réputation révolutionnaire, semblent avoir chaussé les semelles de plomb, dont parle Patrick Appel-Muller.

Le mouvement actuel des travailleurs, contre ces vagues de restructuration et de chômage commence à inquiéter la patronne des patrons. Elle n'est plus aussi sûre de gagner. Si refuser de se placer dans l'opposition aux cotés de la droite, condamne les communistes à rester l'arme au pied, à attendre que les impatientes fassent appel aux nervis de l'extrême droite, prêts à entrer en action au secours de ceux du patronat, déjà à l'œuvre, c'est à douter de l'homme et de ses capacités de créer d'autres merveilles, pareilles à celles qui font la richesse de l'humanité à travers l'histoire. Les capitalistes font le choix du fric, faisons, nous, le choix de la vie, de l'avenir.

Il appartient aux partis et aux syndicats de gauche, (sont-ils à la hauteur de leurs prétentions ?) de donner aux masses laborieuses les arguments, les directives, la marche à suivre pour mettre en œuvre les mesures nécessaires au refus de l'engrenage mortifère de l'austérité, dont nous ne sortirions pas indemnes. Poussées à bout, désespérées elles n'entreront dans la lutte qu'à travers des actions violentes qui les placeront sous les coups de l'adversaire.

Les travailleurs doivent connaître les causes de leur disgrâce, découvrir les agents et les intérêts qui président à la ruine de nos pays. Notre immobilisme nous fait douter du niveau de conscience de la classe ouvrière française, tant nous sommes incapables de résister aux sirènes du capitalisme.

« La crise n'est ni un contexte, ni ne résulte d'un mauvais choix. C'est un combat contre les peuples. Les fermetures d'entreprises, la baisse des revenus, les recours à la flexibilité, les prêts aux Etats à des taux usuraires, le culte de la réduction des dépenses publiques n'ont pas comme motivation unique de faire de l'argent sur le dos des peuples, mais aussi de mettre ces derniers à genoux et d'asphyxier toute velléité de changement. La lutte de classe existe. » Pierre Zarka

Rompus à la lutte de classe nos anciens dirigeants n'ont pas su éviter les chausse-trappes, que les puissants excellent à placer sous nos pas. Ils n'ont pas su s'opposer à la volonté du patronat de détruire une à une les avancées sociales instaurées par le Conseil National de la Résistance, dont l'ancien gauchiste Kessler n'a jamais fait mystère.

Les salariés produisent de la valeur, leur travail n'est pas un coût, même s'il a un prix. 309 milliards d'euros passent chaque année du fruit du travail vers les dividendes, c'est ce que coûte aux travailleurs la prédation financière. Ces sommes doivent être réorientées vers le travail, la recherche, la formation, la protection sociale, la consommation. A entendre nos économistes la France souffrirait d'un déficit de compétitivité dû à un coût du travail trop élevé, sans éveiller en nous la moindre indignation, la moindre protestation. Les entrepreneurs parlent d'une fiscalité confiscatoire, eux qui ont confisqué les salaires des travailleurs pour satisfaire les rapaces de la finance. Quand allons-nous ouvrir les yeux ?



Ne laissons pas l'Allemagne et ses complices de toujours : les capitalistes, nous imposer leurs lois et mettre nos populations à genoux, par d'autres moyens, mais tout aussi violents que ceux d'hier. Ne laissons pas le monde avancer sans nous, contre nous... Les erreurs et les retards pris par manque de pédagogie et de rigueur doivent être dénoncés. Les travailleurs ont besoin de comprendre... De savoir...

Il n'y a pas d'une part les « exploités » et d'autre part les exploités, comme l'indique Igor Zamichei. Les choses ne sont pas si simples. Il y a les possédants des terres et des moyens de production, les actionnaires, les classes moyennes (les travailleurs de la fonction publique, les tenants de l'art, de la littérature, des médias) qui participent au rançonnement des travailleurs en dévoyant nos institutions, soi-disant, démocratiques. Et les exploités dont fait partie le plus grand nombre des citoyens sans en avoir conscience.

Quand les masses populaires parviennent à hisser au pouvoir des hommes issus de leurs rangs, ou qui professent des idées de progrès, elles doivent savoir que leurs élus seront en bute aux forces du capital, que c'est par eux, qu'elles ont la main-mise sur nos institutions, sur notre sort. Pour résister à cette pression de tous les instants et à tous les niveaux, il faut de fortes personnalités soutenues par l'action des travailleurs. Il faut que les forces de progrès sachent que le vote n'est qu'une étape de l'action révolutionnaire, qu'ils doivent les soutenir, au besoin les remettre dans le droit chemin, pour imposer une politique sociale de justice et de progrès, plutôt que de remettre en selle nos adversaires de toujours. Ils n'ont pas changé en si peu de temps, leurs ambitions restent les mêmes : l'exploitation du travail des hommes.

« Et partout le fort armé, contre les faibles, du redoutable pouvoir des lois » J.J Rousseau. Les progrès des sciences et des techniques n'ont rien changé à l'ordre social depuis Rousseau. « L'essentiel du processus réside dans la privatisation des Etats, au détriment de l'intérêt général. Il faut entendre par là, l'ensemble des dispositifs qui soustrait les Etats à l'influence des peuples pour les mettre sous le contrôle des oligarchies, qu'il s'agisse des processus d'information, de décision ou de services publics » J.F Kervégan

Le chômage, la désindustrialisation, sont les dernières armes du capital pour stopper la volonté des travailleurs, d'avancer, de vivre mieux, d'acquérir les savoirs et les armes de leur combat pour le progrès, (la liberté a tant de visages qu'elle ne nous paraît plus aussi nécessaire). Nous ne nous battons pas seulement pour les salaires, sans lesquels toutes les portes nous restent fermées, mais pour le savoir et la maîtrise des mots dont la méconnaissance paralysent notre entendement et notre lutte pour le progrès.

La délinquance née sur le terreau de la misère, de l'exclusion, nous inquiète à juste titre, quand la délinquance en col blanc est bien plus menaçante pour notre sécurité et notre avenir. Ce sont eux qui nous maintiennent sous le joug féroce de l'exploitation que nous subissons depuis la nuit des temps. Il y a d'autres choix à faire que le tout sécuritaire, c'est la justice sociale...


Cette droite décomplexée, grâce à la baisse de la combativité des travailleurs, à la perte d'influence de leurs partis et de leurs syndicats, autant qu'aux nouvelles formes de séduction du capital : notamment par la baisse du niveau d'étude pour l'obtention des divers diplômes, faisant tomber de nouvelles générations dans la collaboration de classe.

Les travailleurs doivent, avec le soutien de leurs partis et de leurs syndicats, exiger la nationalisation des entreprises nécessaires à la vie sociale, des Laboratoires et des Centre de Santé, indûment privatisés. Les travailleurs doivent pouvoir compter sur le soutien des responsables syndicaux et autres penseurs du monde du travail, pour entrer en action.

C'est sans hésiter que j'ai voté pour la base de discussion signée, entre-autre, par Emmanuel Dan-Tran, de qui je partage les analyses sur la politique du parti. Tout en sachant qu'elle ne sera pas majoritaire. La hargne qui préside à la déclaration des résultats de ce vote n'est pas de mise. Un jour, peut-être, nos responsables accepteront-ils d'examiner, de prendre en compte d'autres sensibilités, au regard du fiasco de la politique qu'ils poursuivent depuis des décennies. Une politique que je dénonce congrès après congrès. La correspondance que je vous ai adressée en témoigne. J'ai apprécié le raccourci qu'en fait Jean Lojkine, « Depuis l'échec du Programme Commun (PCG), en 1983, aucune nouvelle réflexion stratégique n'a abouti, après l'expérience négative de la tentative d'instaurer une « Mutation » du PCF au Congrès de Martigues. Nous en sommes toujours là ». Mais je suis optimiste, les idées justes le sont pour l'éternité, même si les hommes ne sont pas encore en mesure d'en extraire toute la richesse, c'est par elles qu'ils progressent et parviennent à les mettre au service de l'humanité.

Amicalement vôtre.

Colette Conte-Latapie



Livernon le 12 /12/2012

